Document généré le 23 avr. 2024 21:09

Études internationales

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec
II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 15, numéro 1, 1984

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur : quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience québécoise

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701624ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701624ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Galarneau, H. (1984). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : iI – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, *15*(1), 201–211. https://doi.org/10.7202/701624ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

II — Les relations extérieures du Québec

(octobre à décembre 1983)

A — Aperçu général

Les ministres des Affaires intergouvernementales et du Commerce extérieur annonçaient au début du mois de décembre la tenue, en 1984, d'un sommet sur les relations extérieures du Québec. Le gouvernement québécois a mis sur pied au cours des dernières années un certain nombre de conférences socio-économiques réunissant les différents agents qui oeuvrent dans un secteur donné – conférences désignées sous le nom de sommet et qui ont porté par exemple sur certaines industries (vêtement, meuble, secteur agro-alimentaire), sur la coopération, les communications, etc... – C'est une telle conférence, consacrée cette fois aux relations internationales du Québec, qui aura lieu l'an prochain. Le gouvernement québécois cherche par là à réaliser deux objectifs, énoncés par M. Jacques-Yvan Morin: élargir les relations internationales du Québec en matière de coopération, d'échanges économiques et d'aide au développement, et permettre aux différents agents québécois oeuvrant au niveau international de se connaître et de concerter leur action. MM. Morin et Landry se sont dits favorables à une présence fédérale au sommet, plus particulièrement à la participation des organismes fédéraux de coopération internationale. Au dire des ministres, l'aide au développement devrait constituer un aspect important du sommet[1]. Une semaine plus tôt, le ministre des Affaires intergouvernementales avait d'ailleurs évoqué, devant l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), la possibilité de tenir un sommet dans le but de définir, pour le Québec, une « véritable politique cohérente » d'aide au développement. Le ministre avait alors reconnu que la présence du gouvernement québécois dans ce domaine était « très récente » et qu'il était temps « de le systématiser, d'en hiérarchiser les priorités »[2].

Parmi les visites à noter à l'automne, mentionnons celle du gouverneur de l'État de New York, venu au Québec pour discuter de l'achat éventuel d'énergie ferme, et le voyage en Italie – avec escale française – du Premier ministre québécois. Le Québec recevait également le président du Sénégal et le ministre chinois des Affaires étrangères à l'occasion de leurs voyages au Canada. Les relations du Québec avec l'extérieur poursuivaient par ailleurs leur cours normal, notamment au sein des rencontres institutionnelles, et les missions commerciales se dirigeaient principalement vers la France, l'Algérie et l'Asie.

B — La Francophonie

Du 12 au 14 décembre se tenait à Paris la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), qui devait examiner les activités de l'Agence depuis la conférence de Libreville de 1981, formuler des recommandations pour l'avenir et approuver le programme et le budget de 1984-1985[3]. Le ministre des Affaires intergouvernementales dirigeait la délégation québécoise à la conférence. Les participants ont notamment étudié un rapport du commissaire aux comptes de l'ACCT, qui critiquait la gestion du budget de l'Agence, accusant notamment celle-ci de ne pas avoir de politique cohérente du personnel et d'être affligée d'une centralisation à l'extrême dans l'exécution des programmes, ce qui retarde le déroulement des programmes et entraîne même la non-exécution de certains d'entre eux. Le rapport notait qu'en 1982, l'Agence a dépensé tout l'argent prévu au

1. *Le Devoir*, 7 décembre 1983, p. 7.
2. François BROUSSEAU, *Le Devoir*, 29 novembre 1983.
3. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 168* (2 décembre 1983).

chapitre des dépenses de fonctionnement, mais qu'elle n'a dépensé que la moitié des sommes prévues pour les programmes d'aide. Le ministre Jacques-Yvan Morin s'est élevé, à Paris, contre cet état de fait:

> Nous avons décelé, a-t-il déclaré, avec d'autres, une certaine tendance à faire profiter avant tout le fonctionnement de l'Agence, qui mobilise en pourcentage croissant les moyens financiers[4].

Il ajoutait cependant que le personnel de l'Agence s'était engagé, au cours de la conférence, à ce que la majeure partie de l'argent aille désormais vers les actions concrètes. D'autre part, la conférence a adopté le budget pour 1984 et 1985, qui se chiffrera à $32 millions[5].

Le Québec participait encore à l'automne à deux autres forums sour l'égide de l'ACCT. Le ministre québécois de la Science et de la Technologie, M. Gilbert Paquette, dirigeait la délégation québécoise à la conférence des ministres de la Recherche scientifique et de l'Enseignement supérieur, qui se réunissaient pour la deuxième fois à l'instigation de l'ACCT, du 17 au 22 octobre, en Côte d'Ivoire. Le ministre Paquette était vice-président de la conférence. Le Québec a proposé à la conférence l'adoption de projets concrets. Il s'est, par exemple, dit prêt à fournir des services techniques pour la promotion de l'innovation technologique au sein des PME, à tenir des stages pour les responsables de la politique scientifique et de la recherche, à participer à des projets destinés à permettre l'accès à des banques de données en information scientifique et technique, à tenter la publication d'un bulletin de liaison pour les membres et à mettre sur pied des jumelages d'institutions. À l'issue de la conférence, un plan d'action et une déclaration avaient été adoptés[6].

Le Québec participait enfin à la 8ème réunion du Comité du Programme spécial de développement de l'ACCT, qui se tenait à Yaoundé, au Cameroun, du 10 au 12 novembre. Ce Comité a pour tâche d'étudier des projets de développement reposant sur la coopération économique, sociale et culturelle entre les membres de l'Agence. Cette fois, les participants à la réunion se sont penchés plus particulièrement sur la révision du règlement du comité et sur la possibilité de mettre sur pied un projet important de coopération industrielle[7].

C — Le Québec et les États-Unis

Le gouverneur de l'État de New York se rendait en visite officielle au Québec à l'automne. La visite était axée sur les questions d'exportations d'électricité et d'environnement. Ces domaines constituaient, avec le système maritime St-Laurent/Grands Lacs et l'amiante, les dossiers communs au Québec et aux États-Unis au cours du trimestre.

1 – LA VISITE AU QUÉBEC DU GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE NEW YORK

Le gouverneur de l'État de New York, M. Mario M. Cuomo, venait à Québec à la mi-décembre et effectuait la première visite officielle au Québec d'un gouverneur de cet État. Le dossier des exportations d'électricité a dominé les entretiens qu'a eus le gouverneur avec le Premier ministre québécois. MM. Cuomo et Lévesque, au cours de la conférence de presse conjointe qui a suivi leur rencontre, ont fait part de l'intention de New York d'acheter de l'énergie ferme du Québec – il a été question de 2,000 mégawatts – et de celle du Québec de

4. Jean-François LISÉE, *La Presse*, 15 décembre 1983, cité par *L'Argus*, 15 décembre 1983, p. 5.
5. *Idem.*, p. 5.
6. Ministère des Affaires intergouvernementales.
7. *Ibid.*

livrer toute l'électricité dont l'État de New York pourrait avoir besoin. Selon les deux hommes, les discussions au sujet de l'achat d'électricité ferme ont dépassé le stade préliminaire et se poursuivront au cours des prochains mois. Le gouverneur Cuomo a déclaré être prêt « à acheter autant d'hydroélectricité de source nord-américaine qu'il sera possible sans accroître trop sérieusement la dépendance énergétique de l'État de New York »[8]. M. Cuomo était accompagné du président du Conseil de la *Power Authority of the State of New York* et de ses conseillers en énergie et en environnement, qui faisaient face au premier ministre Lévesque, au président du conseil d'administration d'Hydro-Québec et aux ministres de l'Énergie et de l'Environnement. La visite a donné l'occasion au ministre de l'Environnement, M. Adrien Ouellette, et à son vis-à-vis newyorkais, le commissaire à l'Environnement Henry Williams, de rendre public un rapport conjoint des deux gouvernements sur l'environnement où est passée en revue l'application de l'entente de 1982 sur les pluies acides[9].

2 – RENCONTRES INSTITUTIONNELLES ET VISITES TRANSFRONTALIÈRES

Le comité de coordination de la Conférence des premiers ministres du Québec et des Maritimes et des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre se réunissait le 12 octobre à Newport, au Rhode Island. Au nombre des sujets abordés, on retrouve la haute technologie, le commerce, les pluies acides, le tourisme, l'énergie nucléaire et l'agriculture. Du côté de la haute technologie, un colloque réunissait par la suite les trois régions à Montréal, les 21 et 22 novembre. Lors de la réunion, les participants ont jeté les bases d'un comité de fonctionnaires chargé de se réunir périodiquement pour examiner les moyens susceptibles d'accroître le commerce entre les trois régions. Ils ont également convenu d'une rencontre entre le ministère de l'Environnement du Québec et les responsables de la Nouvelle-Angleterre pour discuter du problème des pluies acides, et de rencontres entre les directeurs du tourisme des États et provinces afin d'examiner les possibilités de coopérer dans ce domaine. La prochaine réunion du comité de coordination aura lieu les 3 et 4 février 1984 à Québec[10].

D'autre part, la *Great Lakes Commission*, organisme regroupant les huit États américains riverains des Grands Lacs, tenait exceptionnellement à Québec du 6 au 8 octobre sa réunion annuelle. Celle-ci avait été précédée le 5 d'une rencontre entre le Québec, l'Ontario et les États riverains, lors de laquelle les participants s'étaient mis d'accord pour former un organisme de promotion commun pour le système Grands Lacs-Saint-Laurent, *le Great Lakes St-Lawrence Maritime Forum*, dans lequel seraient associés de façon informelle les provinces, États et organisations fédérales et privées reliées à l'industrie maritime[11]. Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales a reçu à dîner les participants à la réunion annuelle de la *Great Lakes Commission* américaine, à qui il a proposé la mise sur pied d'une conférence annuelle des gouverneurs et des premiers ministres des huit États riverains, de l'Ontario et du Québec, dans le but de renforcer la coopération entre ces régions relativement aux moyens d'accroître l'efficacité et l'utilisation du système de transport maritime Saint-Laurent/Grands Lacs[12]. Le ministre Morin s'est dit heureux de la décision de créer un *Great Lakes-St-Lawrence Maritime Forum*, un premier pas dans la bonne direction, a-t-il affirmé[13].

8. Rudy Le COURS, *Le Devoir*, 17 décembre 1983, p. 16.
9. *Idem.*, p. 16.
10. Ministère des Affaires intergouvernementales.
11. Leo RYAN, *Journal of Commerce* (New York), 12 octobre 1983, cité par la Délégation générale du Québec à New York, *Revue de presse États-Unis*, no. 369 (17 octobre 1983), p. 1.
12. *Notes for an Address by the Vice Premier and Minister of Intergovernmental Affairs of Quebec, Jacques-Yvan Morin, at a State Dinner on the Occasion of the Annual Meeting of the Great Lakes Commission, Quebec, October 6, 1983*, p. 15.
13. *Ibid.*, p. 7.

Le Québec recevait la visite d'un autre organisme américain à l'automne, le *Council of State Governments*. Des membres des comités de l'Environnement et de l'Énergie de la section Est des États-Unis de cet organisme effectuaient une tournée de trois jours au Québec à la mi-octobre. Ils ont rencontré des représentants des ministères de l'Environnement et de l'Énergie et des Ressources, de l'Hydro-Québec, et ont visité l'Institut de recherche en électricité du Québec (IREQ), ainsi que l'usine Stablex, de Sainte-Thérèse de Blainville. Le ministre des Affaires intergouvernementales a reçu à dîner les membres du Conseil, à qui il a souligné les efforts entrepris par le Québec pour renforcer ses liens avec les États-Unis. M. Jacques-Yvan Morin a particulièrement insisté, dans son discours, sur la compatibilité entre les relations privilégiées qui existent entre la France et le Québec et les liens plus étroits que le Québec souhaite développer avec les États-Unis:

> Je suis tout à fait conscient, a-t-il déclaré, que l'accent que nous mettons sur la filière américaine a fait froncer les sourcils dans certains milieux. Certains, par exemple, l'ont interprété comme le signe d'un éloignement vis-à-vis de la France et du monde francophone[14].

Mais il n'y a rien de contradictoire entre les relations Québec-France et Québec-États-Unis, de poursuivre le ministre, qui estime au contraire que la coopération accrue entre le Québec et ses amis américains et français ne peut être qu'avantageuse pour les trois, et constituer un moyen de rendre opérationnel le désir du Québec de servir de lien entre les deux continents[15].

Un groupe de parlementaires californiens effectuait une tournée d'information sur les transports en commun au Québec, du 5 au 8 novembre. Des membres du comité des transports de la législature californienne ont ainsi visité les installations de la compagnie Bombardier à La Pocatière et ont rencontré des représentants du Bureau des Transports métropolitain de Montréal. Le ministre du Commerce extérieur a également reçu le groupe à dîner[16].

Des ministres québécois ont, d'autre part, franchi la frontière américaine à l'automne. Parmi ceux-ci, le ministre des Affaires intergouvernementales, qui a participé à la mi-novembre à Indianapolis à une réunion du *Council of Great Lakes Governors* et le ministre des Affaires sociales, M. Pierre-Marc Johnson, qui se rendait à Harvard à l'occasion d'un séminaire portant sur les relations entre le Québec et les États américains. M. Johnson a profité de son passage à Boston pour rencontrer des responsables du secteur de la santé et des services sociaux du Massachusetts ainsi que des universitaires, des hommes d'affaires et des journalistes[17].

3 – LES QUESTIONS COMMERCIALES

Outre New York, le Québec poursuivait à l'automne avec les États de la Nouvelle-Angleterre ses discussions relatives aux exportations d'électricité. Le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. Yves Duhaime, accompagné du président du conseil d'administration de l'Hydro-Québec, M. Joseph Bourbeau, passait quelques jours en Nouvelle-Angleterre fin novembre-début décembre. Il a rencontré M. Richard A. Snelling, gouverneur du Vermont, des parlementaires du Connecticut et du Massachusetts, les responsables du *New England Power Pool* et des dirigeants des compagnies d'électricité de la région[18].

14. *Le Devoir*, 14 octobre 1983, p. 8.
15. *Notes for an Address by Jacques-Yvan Morin, Vice Premier of Quebec and Minister of Intergovernmental Affairs, at a Dinner at the Cercle Universitaire, Quebec, in Honor of Members of the Council of State Governments, October 13, 1983*, pp. 4-5.
16. Ministère des Affaires intergouvernementales.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*; *Le Journal de Québec*, 1er décembre 1983, cité par *L'Argus*, 1er décembre 1983, p. 20.

À la fin novembre, un tribunal américain suspendait une décision prise quelques semaines plus tôt par la *Occupational Safety and Health Administration* des États-Unis qui réduisait la norme acceptable de fibres d'amiante dans l'air des usines[19]. La règlementation américaine affecte l'industrie québécoise de l'amiante, qui exporte 30% de sa production aux États-Unis. Le Québec s'inquiétait également à l'automne de l'intention manifestée par l'*Environmental Protection Agency* (EPA) américaine d'interdire l'utilisation de l'amiante dans la fabrication de plusieurs produits. Le président de la Société nationale de l'amiante, M. Daniel Perlstein, avait été mis au courant du projet de l'EPA lors d'une rencontre à laquelle il avait participé à Washington avec les représentants de l'Agence et de l'industrie américaine. M. Perlstein prévoyait que la question prendrait du temps à se régler mais croyait possible d'en venir à une entente au sujet de l'amiante, comme il y en a eu une avec l'Europe. Le président de la SNA croyait aussi déceler, un an avant les élections présidentielles aux États-Unis, un lien entre le cas de l'amiante et la question des pluies acides sur laquelle insiste le Canada[20].

D — Le Québec et l'Europe occidentale

Les relations entre le Québec et la France et les efforts en vue d'accroître les échanges commerciaux entre les deux États, constituaient encore à l'automne l'orientation première du gouvernement québécois sur la scène européenne. On notera également ce trimestre la visite officielle que faisait le Premier ministre du Québec en Italie.

1 – LA FRANCE

Le Québec et la France se sont échangés missions commerciales et visites ministérielles à l'automne, dans les secteurs des sciences et de la technologie, de l'énergie, des télécommunications et du vin. Mais d'abord, le Premier ministre du Québec faisait escale à Paris en route pour une visite officielle à Rome.

M. René Lévesque était alors reçu par son homologue français, M. Pierre Mauroy, à un déjeuner privé le 6 décembre. Le Premier ministre québécois a annoncé à M. Mauroy la décision du gouvernement québécois de confier au consortium franco-québécois Comterm-Matra – réunissant les firmes française Matra-Informatique et québécoise Comterm Extraordinateur – le contrat de fabrication de la première série de micro-ordinateurs dont seront équipées les écoles du Québec. L'annonce du choix du Comterm-Matra a surpris, au Québec, où dans certains milieux, on a affirmé que la décision était prématurée, toutes les offres n'ayant pas été examinées. Il s'agit, semble-t-il, d'un contrat d'environ $35 millions pour la livraison de 10,000 ordinateurs. MM. Mauroy et Lévesque ont par ailleurs discuté des dossiers de Pechiney, de la câblodistribution, et de la fabrication possible d'hélicoptères français au Québec. M. Lévesque a enfin invité son homologue français à venir à Québec à l'occasion des fêtes 1534-1984 qui auront lieu l'été prochain pour marquer le 450e anniversaire de la venue de Jacques Cartier[21].

Le Québec et la France concluaient en octobre une entente sur la commercialisation des vins français au Québec. L'entente passée entre des entreprises françaises et québécoises, était signée lors de la visite en France, du 7 au 11 octobre, du ministre de l'Industrie et du

19. Michel NADEAU, *Le Devoir*, 25 novembre 1983, p. 7.
20. *Idem.*, *Le Devoir*, 15 octobre 1983, p. 1.
21. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 7 décembre 1983, pp. 1 et 10; Louis FALARDEAU, *La Presse*, 22 décembre 1983, cité par *L'Argus*, 22 décembre 1983, pp. 2 et 3.

Commerce, M. Rodrigue Biron, qui dirigeait une délégation d'hommes d'affaires du secteur vinicole, et en présence de la ministre française du Commerce extérieur, Mme Edith Cresson. L'entente porte sur l'importation de vin français transporté en vrac et embouteillé au Québec, sur la possibilité d'accords entre entreprises françaises et québécoises en vue d'exporter aux États-Unis et sur des investissements français dans des compagnies vinicoles au Québec. Mme Cresson devrait également venir au Québec au cours de l'hiver pour examiner un élargissement de l'entreprise[22]. Le ministre Biron et la ministre française du Commerce extérieur se sont penchés également sur d'autres dossiers industriels touchant les firmes Aerospatiale, Alsthom-Atlantique et SOFREM[23].

Quelques jours après le passage de M. Biron, c'était au tour du ministre délégué à la Science et à la Technologie, M. Gilbert Paquette, de se rendre en France. Avec le ministre français de l'Industrie et de la Recherche, M. Laurent Fabius, M. Paquette s'est penché sur les secteurs des biotechnologies et de la micro-électronique[24].

Le ministre du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, participait pour sa part avec une quinzaine d'entreprises québécoises au Salon international des Techniques et Énergies du Futur à Toulouse, du 19 au 21 octobre. Le ministre Landry déclarait par la suite que la participation québécoise au Salon avait permis d'amorcer plusieurs ententes de transferts de technologie entre entreprises françaises et québécoises et d'identifier des secteurs d'investissements français potentiels au Québec. M. Landry a souligné que 29 accords de transferts de technologie avaient été signés depuis avril 1982 et que 25 faisaient l'objet de négociations. D'autre part au cours du salon, les régions du Midi-Pyrénées de France et de la Montérégie québécoise ont procédé à un jumelage industriel qui devrait permettre, selon le ministre Landry, « une prolifération d'échanges technologiques et d'investissements »[25].

Signalons encore, au nombre des missions, la venue au Québec, du 26 septembre au 2 octobre, du secrétaire d'État français à l'Énergie, M. Jean Auroux, qui rencontrait, outre son hôte le ministre de l'Énergie, le ministre des Finances, des représentants de l'Hydro-Québec et des hommes d'affaires québécois, ainsi que le séjour d'une délégation de la Haute Autorité de la Communication audio-visuelle de France, venue discuter des dossiers de câblodistribution, de coproduction et d'achat d'émissions de télévision. On notera également que se tenaient à Québec du 21 au 23 novembre les travaux de la 36ème session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise[26].

Enfin, le délégué général du Québec à Paris, M. Yves Michaud, en poste depuis 1979, terminait à l'automne son mandat. À l'occasion de son départ prévu pour l'hiver, M. Michaud était reçu à l'Élysée par le président François Mitterrand. MM. Mitterrand et Michaud ont fait le point sur les dossiers bilatéraux. À l'issue de l'entretien, le délégué général du Québec a déclaré avoir trouvé le président français « très au fait » des dossiers franco-québécois et « remarquablement bien disposé » envers le Québec. M. Michaud a également renouvelé l'invitation faite à M. Mitterrand de venir au Québec à l'occasion des fêtes 1534-1984[27].

22. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 15 octobre 1983, p. 11.
23. Ministère des Affaires intergouvernementales.
24. *Ibid.*
25. *Le Devoir*, 22 octobre 1983.
26. Ministère des Affaires intergouvernementales.
27. Jean-François LISÉE, *Le Soleil*, 10 décembre 1983, cité par *L'Argus*, 12 décembre 1983, p. 3.

2 – L'ITALIE

Le Premier ministre québécois se rendait en visite officielle en Italie au début du mois de décembre. Il y rencontrait d'abord le directeur-adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à qui il remettait deux bourses d'études permettant à des étudiants de pays en développement de venir étudier au Québec. Le Premier ministre québécois était par la suite reçu en audience par le pape Jean-Paul II. M. Lévesque était accompagné au Vatican par le délégué général du Québec à Rome, le ministre des Affaires intergouvernementales, le commissaire québécois à la visite au pape, M. Jacques Vallée, et l'ambassadeur canadien au Vatican, M. Yvon Beaulne. Il a bien entendu été question de la visite que doit faire Jean-Paul II au Québec et au Canada l'an prochain. Le Premier ministre québécois a déclaré à la suite de la rencontre que le pape était « parfaitement au courant » de la situation du Québec et des rapports Ottawa-Québec[28].

Le Premier ministre rencontrait enfin le président italien, M. Sandro Pertini, en présence de l'ambassadeur canadien en Italie. Les propos que tînt le premier ministre Lévesque à l'issue de ces entretiens provoquèrent, par leurs multiples interprétations, un imbroglio diplomatique qui affecta à la fois la capitale italienne, le gouvernement d'Ottawa et le Québec[29].

Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales qui accompagnait M. Lévesque à Rome, rencontrait par ailleurs au cours du séjour Mme Susanna Agnelli, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, responsable pour l'Amérique du Nord des questions culturelles. Ils ont discuté de la création possible d'une commission mixte italo-québécoise qui se réunirait une fois l'an, un accord-cadre canado-italien sur la coopération culturelle étant sur le point d'être signé[30].

E – Le Québec et l'Algérie

Le Premier ministre du Québec reportait pour la seconde fois à l'automne le voyage qu'il se proposait de faire depuis quelque temps dans ce pays. Le bureau du Premier ministre affirmait que le voyage était annulé parce que le ministre canadien des Affaires extérieures, qui servait de liaison entre le Québec et l'Algérie pour l'organisation du voyage, n'était toujours pas en mesure, quelques jours avant les dates prévues, « de nous confirmer les éléments essentiels du programme de travail du Premier ministre »[31].

Les relations entre l'Algérie et le Québec se poursuivaient néanmoins à d'autres niveaux au cours de l'automne, et d'abord avec la venue au Québec d'une délégation algérienne, du 14 au 19 novembre, effectuant un séjour de travail dans le cadre d'une entente signée en janvier 1983 entre les deux pays et prévoyant une coopération dans les domaines des biotechnologies, de la santé et de la pédagogie universitaire. Le ministre de l'Agriculture et de la Révolution agraire de l'Algérie, M. Salim Saadi, était d'autre part en visite à Québec le 29 novembre, où il s'entretenait avec son homologue québécois, M. Jean Garon, et avec le ministre des Affaires intergouvernementales[32]. Enfin, c'était au tour du ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, M. Guy Tardif, de se rendre en Algérie à la tête d'une mission commerciale du secteur de la construction[33].

---

28. Danièle BLAIN, *Le Devoir*, 8 décembre 1983, p. 2.
29. *Idem.*, *Le Devoir*, 10 décembre 1983, p. 18, et 16 décembre 1983, p. 1.
30. *Idem.*, 8 décembre 1983, p. 2.
31. Paule des RIVIÈRES, *Le Devoir*, 26 novembre 1983, p. 2.
32. Ministère des Affaires intergouvernementales.
33. *Le Devoir*, 2 décembre 1983.

F — Le Québec et l'Afrique (Sud du Sahara)

Le Québec recevait à l'automne la visite de ministres gabonais et du président du Sénégal, M. Abdou Diouf. M. Diouf effectuait une visite au Québec le 12 octobre. Avec le premier ministre Lévesque, le président sénégalais devait discuter des programmes de coopération dans les domaines de l'éducation, de l'administration publique et de l'économie, ainsi que de la Francophonie. MM. Diouf et Lévesque, au cours de la conférence de presse qui a suivi leur rencontre, ont affirmé que le Québec et le Sénégal tenteraient de rétablir un certain équilibre dans leurs échanges commerciaux. Il a notamment été question que le Québec participe à la construction d'une usine de transformation de l'arachide au Sénégal, dont le produit serait destiné au marché québécois. Ils ont aussi déclaré vouloir poursuivre leurs efforts au sein des institutions de la Francophonie, croyant que le raffermissement des liens culturels se traduira inévitablement par une meilleure coopération économique[34].

Une délégation gabonaise d'une trentaine de membres, dirigée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques et le secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances, était reçue par le gouvernement québécois à Montréal au début décembre. Une firme montréalaise, TECSULT International Ltée, s'est alors vue confirmer l'obtention d'un contrat de construction d'un édifice gouvernemental à Libreville, contrat financé par la Société pour l'expansion des exportations. La SEE financera également la construction au Gabon, par la firme Sofati, d'un centre professionnel et de promotion de l'artisanat. D'autre part, des pourparlers se poursuivent avec la compagnie Bombardier pour l'achat de locomotives[35].

G — Le Québec et l'Asie

1 – LA CHINE

Le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Wu Xueqian, en visite au Canada, était reçu par le ministre québécois des Affaires intergouvernementales à Montréal le 8 octobre. M. Wu Xueqian était accompagné d'une délégation de hauts fonctionnaires chinois. Le ministre Morin, dans une allocution prononcée devant ses hôtes, a rappelé les liens qui se sont développés depuis quelques années entre le Québec et la Chine dans les domaines économiques – avec l'Hydro-Québec international et dans le secteur de l'agriculture – et culturels – notamment avec l'entente sur l'éducation de 1980. M. Jacques-Yvan Morin a également invité le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, qui doit venir au Canada en janvier, à se rendre au Québec[36].

Le Québec et la Chine échangeaient également à l'automne des missions dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, des transferts de technologies et de la culture. Une délégation québécoise du secteur agricole, dirigée par le sous-ministre de l'Agriculture, se rendait d'abord en Chine en octobre, où était signée une entente de coopération dans ce domaine. Des délégations chinoises venaient pour leur part au Québec à l'automne, l'une du secteur forestier, invitée par l'ACDI, et l'autre du Centre national chinois de recherche en développement scientifique et technologique, pour étudier les transferts technologiques vers

34. *Le Soleil*, 12 octobre 1983, p. A-9; Thierno DIALLO, *Le Soleil*, 13 octobre 1983, p. D-18.
35. Ministère des Affaires intergouvernementales.
36. *Allocution de M. Jacques-Yvan Morin, vice-premier ministre du Québec et ministre des Affaires intergouvernementales, à l'occasion de la visite à Montréal de Monsieur le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, Monsieur Wu Xueqian, Montréal, 8 octobre 1983*, 5p.

l'industrie et le soutien apporté aux entreprises par les centres de recherche. Enfin, des représentants du ministère chinois de la Culture, venus au Canada pour y conclure un programme d'échanges culturels, ont été reçus par la sous-ministre des Affaires intergouvernementales, Mme Paule Leduc[37].

2 – LA CORÉE DU SUD

Une mission québécoise se rendait en Corée du Sud du 16 au 27 octobre, composée de représentants du secteur horticole d'une part, et d'un représentant du ministère des Affaires intergouvernementales, d'autre part. Le ministère des Affaires intergouvernementales espérait ouvrir ainsi la voie à une augmentation de la coopération et des échanges avec la Corée. À la suite du voyage, les secteurs de la culture et de l'éducation avaient été identifiés comme étant les plus propices à un renforcement des liens[38].

3 – LE JAPON

La biotechnologie et l'aluminium pourraient constituer des secteurs d'échange entre le Québec et le Japon. En effet, une mission sur la biotechnologie, dirigée par un représentant du ministère du Commerce extérieur, se rendait au Japon du 17 octobre au 12 novembre[39]. La Délégation du Québec à Tokyo entreprenait par ailleurs à l'automne des négociations avec une firme japonaise qui pourrait être intéressée à participer au projet d'aluminerie Pechiney de Bécancour[40].

La délégation du Québec à Tokyo fêtait par ailleurs en novembre son 10ème anniversaire. Une semaine du Québec à Tokyo marquait entre autre l'anniversaire et Mme Paule Leduc, sous-ministre aux Affaires intergouvernementales, se rendait au Japon pour participer à certaines activités culturelles organisées pour l'occasion[41]. Dans une entrevue accordée à la presse, le délégué du Québec à Tokyo, M. Marcel Bergeron, rappelait que la délégation de Tokyo avait été créée dans le but précis de favoriser les échanges économiques entre le Québec et le Japon.

> Cette Délégation a été créée, il y a dix ans, disait-il, pour promouvoir les exportations du Québec, accroître les échanges technologiques et susciter des investissements manufacturiers japonais au Québec. Il s'agissait donc d'un mandat exclusivement économique. Durant ces dix années, les exportations du Québec vers le Japon sont passées de $150 millions à $412 millions en 1982[42].

M. Bergeron estime que « près de 50% des exportations sont le résultat direct du support (...) qu'apporte à l'exportateur québécois » la délégation, à cause de la spécificité du milieu japonais. La délégation de Tokyo s'est donnée comme objectif de faire entrer cinq nouvelles entreprises québécoises sur le marché japonais chaque année. En 1982, elle l'avait fait pour quatre entreprises. D'autre part, la délégation fera bientôt une étude de la structure industrielle du Japon afin d'identifier les secteurs où existent des possibilités d'exportation pour le Québec[43].

---

37. Ministère des Affaires intergouvernementales.
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. Francine OSBORNE, *La Presse*, 26 octobre 1983, cité par *L'Argus*, 26 octobre 1983, p. 27.
41. *Le Journal de Québec*, 26 octobre 1983, cité par *L'Argus*, 26 octobre 1983, p. 27.
42. *La Presse*, 19 novembre 1983, cité par *L'Argus*, 23 novembre 1983, p. 21.
43. Francine OSBORNE, *La Presse*, 27 octobre 1983, cité par *L'Argus*, 27 octobre 1983, p. 29.

H — Chronologie thématique*

Marketing international des « avantages électriques » du Québec

27 octobre:

Le ministre du Commerce extérieur, s'adressant au Club d'électricité de Montréal, s'engage à faire du marketing de l'électricité québécoise une priorité de son ministère. Plutôt que de construire des centrales hydro-électriques dans le but d'exporter de l'électricité, le gouvernement québécois a l'intention de se servir de l'hydroélectricité pour attirer les investisseurs étrangers. M. Landry parle de la mise sur pied, au sein de son ministère, d'un groupe chargé de promouvoir, sur la scène internationale, les avantages qu'offre l'hydroélectricité québécoise.

Alumax se joint au projet Pechiney

20 décembre:

Le ministre de l'Industrie et du Commerce annonce la conclusion d'une entente de principe avec la firme américaine Alumax, qui se joint ainsi à la SGF et à la société Pechiney dans le cadre du projet de l'aluminerie de Bécancour. Alumax participera à 25% au projet (environ $375 millions).

« Les fruits de l'intelligence » québécoise aux États-Unis?

13 octobre:

Le ministre du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, participe à Montréal à un colloque intitulé « Faire des affaires avec les États-Unis », où il insiste sur l'importance d'accroître les échanges entre le Québec et les États-Unis. Si le Québec exporte déjà beaucoup, estime M. Landry, il s'agit surtout de richesses naturelles et le ministre précise que les entreprises québécoises tentent désormais de vendre aussi aux Américains « les fruits de l'intelligence ».

Aide à l'exportation des films québécois en France

20 décembre:

Le ministère des Affaires intergouvernementales et le ministère des Affaires culturelles annoncent le lancement d'un programme d'aide au lancement de films québécois en France.

Importations de bicyclettes d'Asie

6 décembre:

L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité une motion souhaitant « le maintien des mesures qui pourraient protéger les emplois canadiens contre les importations de bicyclettes de Taïwan et de Corée ».

Délégation mexicaine au Québec

1er au 3 novembre:

Le ministre du Travail de l'État de Mexico, accompagné d'experts des domaines de la santé et de la sécurité au travail et de la protection des forêts, effectue un séjour d'étude au Québec. La délégation mexicaine est reçue par le ministre Pierre Marois et visite les ministères de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et de l'Énergie et des Ressources, ainsi que des universités québécoises.

---

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Jacques-Yvan Morin en Europe

16 décembre:

Le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin, termine à La Haye une tournée européenne.

Coopération belgo-québécoise

18 au 20 octobre:

À Québec, IX[ème] session de la sous-commission belgo-québécoise qui adopte des projets de coopération avec la Communauté française et la Communauté flamande de Belgique, dans les domaines universitaire, éducatif et culturel.

Québec-Canada-RFA

14 au 25 novembre:

Deux représentants québécois assistent à titre d'observateurs aux négociations entre le Canada et la RFA, à Hambourg, en vue de la conclusion d'un accord en matière de sécurité sociale entre les deux pays.

Coopération Québec-Maroc

26 octobre:

Signature à Rabat, au Maroc, d'un procès-verbal établissant un accord de coopération institutionnelle entre l'Université du Québec et l'Université Mohamed V, au terme d'une mission exploratoire de l'Université du Québec financée par l'ACDI. L'Université du Québec participera ainsi à l'implantation d'un système informatique pour la gestion des dossiers étudiants des établissements dépendant de l'Université Mohamed V.

Francophonie

31 octobre au 4 novembre:

Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Guy Chevrette, dirige la délégation québécoise à la XIV[ème] session de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française, à Port-Louis, Île Maurice.

Organisations internationales

25 octobre au 29 novembre:

M. Jean Tardif, délégué du Québec aux Affaires francophones et multilatérales à Paris, participe en tant que délégué suppléant à la 22[e] session ordinaire de la conférence générale de l'UNESCO qui se tient à Paris. M. Tardif est le représentant officiel du gouvernement du Québec au sein de la délégation canadienne à cette conférence, qui étudie le programme et le budget 1984-1985.

29 novembre:

Le sous-ministre à l'Éducation, M. Jacques Girard, préside la réunion du Comité de l'Éducation de l'OCDE qui a lieu à Paris.

Nouveaux délégués du Québec

Trois nouveaux délégués sont nommés au cours de l'automne. Le 20 octobre, le ministre des Affaires intergouvernementales annonce la nomination de M. Roger Bédard au poste de délégué du Québec à Dallas, le 27, celle de M. Jean Goyer à Lafayette et le 22 novembre, celle de M. Jacques Gélinas au Vénézuela.